

« Barricades sans révolution ».

Le 24 janvier 1960, le Front national français organisait une manifestation en Alger après le rappel du général Massu, qui semblait être alors, le dernier garant de l'Algérie française. Cette manifestation du peuple d'Alger se transforma en une pseudo-insurrection, qui devait tenir la France et le monde entier en haleine pendant huit jours avant d'échouer lamentablement, tout en ayant laissé 27 morts et 150 blessés sur le terrain. Complots, manifestations, soulèvements, sont autant de mots qui ont jalonné l'histoire du combat de l'Algérie française mais le mot « RÉVOLUTION » n'a jamais vraiment eu sa place dans l'esprit des résistants à l'abandon et c'est ainsi que peuvent s'expliquer tous les échecs et notamment celui du 24 janvier 1960. 50 ANS après il est toujours utile d'évoquer ces événements non pour cultiver des souvenirs tragiques mais pour en tirer des enseignements indispensables aux combats de demain.

Autopsie de la semaine des barricades.

La manifestation du 24 janvier 1960 arrivait bien trop tard. L'histoire ne repasse pas les plats, le 13 mai ne pouvait pas se reproduire car les manifestants n'avaient plus en face d'eux un régime impotent mais la V^e république investie par De Gaulle Charles, un ENNEMI déterminé et impitoyable. Depuis le coup d'état gaulliste, La sauvegarde de notre province d'Algérie ne relevait déjà plus de manifestations de foules mais d'un changement de régime et donc d'une prise de pouvoir. Force est de dire que les organisateurs du 24 janvier furent dépassés lorsque la simple manifestation de rue se transforma, après la fusillade, en une insurrection avec des barricades et un camp retranché. Dès cet instant, au lieu de prendre les mesures imposées par les circonstances, ceux, qui se voulaient des chefs, accumulèrent les erreurs et les fautes qui mèneraient droit à la défaite :

-Ils se montrèrent incapables de réaliser l'UNITE DE COMMANDEMENT (Ortiz ou Lagailarde ?), indispensable à l'unité d'action.

- En acceptant les conditions de l'autorité militaire, ils figèrent le mouvement dans les barricades et empêchèrent son développement.

- Ils renoncèrent à la prise de la Radio et privèrent l'insurrection d'une audience dans toute l'Algérie.

-Ils hésitèrent, temporisèrent et négligèrent de remporter chaque jour l'avantage, si petit soit-il, nécessaire au MORAL du camp retranché.

-En optant pour le camp retranché, ils renoncèrent à toute extension insurrectionnelle et durent négocier avec un commandant en chef (CHALLE) qui les considérait comme des hors-la loi. Ils se méprirent aussi sur l'influence de quelques colonels qui ne représentaient malheureusement plus qu'eux-mêmes.

Il n'en fut pas de même dans le camp gaillard qui avait déjà su détourner le 13 mai 1958 à son profit. Devant le danger sa réaction fut immédiate et il sut prendre toutes les mesures nécessaires pour mater l'insurrection :

-Voyage d'information de Michel Debré en Algérie.

-Mise en condition de la métropole par la presse, la radio, la télévision.

-Appel à la vigilance et l'union nationale devant « la menace fasciste ».

-Discours habile du délégué général, Paul Delouvrier, qui ébranle les consciences.

-Départ des autorités civiles et militaires vers un PC extérieur isolé des pressions.

-Intervention de l'armée pour interdire le ralliement des musulmans de la casbah au camp retranché.

- Discours ferme et tranchant de De Gaulle qui abuse encore une fois la majeure partie de l'armée.

-Mobilisation des 20.000 U.T. d'Alger Sahel qui supprime à l'insurrection le gros de ses troupes.

-Reprise en mains des chefs militaires, les généraux Gambiez et Ollié commandant l'Oranie et le Constantinois se placent sous l'autorité du général Challe et de De Gaulle (Alger est isolé).

Après de telles mesures la reddition des barricades était un aboutissement logique pour ne pas dire inéluctable : face à la fermeté et à l'efficacité du pouvoir gaulliste les chefs insurgés n'avaient opposé qu'indécision ou demi-mesures.

Bilan des barricades.

L'affaire des barricades ne fut pas perdue pour tout le monde car elle offrit à De Gaulle l'occasion de renforcer son pouvoir. En effet, dans les heures qui suivirent la reddition, une vague de répression s'abattit sur les adversaires révélés ou potentiels qu'il avait déjà qualifiés de « menteurs et d'usurpateurs » dans son discours du 29 janvier. Elle toucha les milieux politiques en métropole et en Algérie. Elle se manifesta par des arrestations, des perquisitions, des inculpations, des assignations à résidence, des dissolutions de mouvements et d'associations patriotiques. L'armée ne fut pas épargnée, elle fut victime de limogeages, de mutations, de sanctions. Sa réorganisation aboutit à la suppression du 5^e bureau (action psychologique) et à la dissolution des unités territoriales qui avaient prouvé leur efficacité dans la lutte contre le FLN. L'administration ne fut pas oubliée, l'épuration gaulliste frappa non seulement la police, la magistrature, la radio et la télévision et de nombreux services mais aussi les municipalités dont certains élus furent alors destitués. L'ensemble de ces mesures répressives avaient pour seul objectif de faciliter la LIQUIDATION de l'Algérie. L'échec du 24 janvier n'apprit malheureusement rien à ceux qui menèrent l'opposition à De Gaulle. La suite des événements montra qu'ils n'en tirèrent aucune leçon. Ils ne prirent jamais la mesure de leur adversaire qui employa tous les moyens, légaux et illégaux, pour arriver à ses fins. Faute de conscience révolutionnaire, ils ne comprirent pas que la solution du problème algérien passait par la liquidation du chef de l'état ou par la conquête du pouvoir. Ils furent incapables de prendre l'initiative des événements et combattirent toujours avec un temps de retard. Cette façon d'agir et de réagir ne pouvait qu'aboutir à la défaite. Cette fin tragique ne nous empêchera pas de rendre hommage à ceux qui se sont engagés pour une si noble cause, l'histoire reconnaîtra que le courage et l'esprit de sacrifice ne leur firent jamais défaut mais qu'ils méritaient de meilleurs chefs.

Jean-Pierre PAPADACCI. Français d'empire.

